

FONDÉ EN 1910

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 48

MONTREAL, LE LUNDI 28 FÉVRIER 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

Le répit des marmots

Le congé scolaire d'hiver est entré dans les mœurs

Paul Cauchon

Encore une petite tempête de neige pour fêter ça, peut-être? A compter d'aujourd'hui, près de 150 000 élèves sur l'île de Montréal seront en congé scolaire pour une semaine. D'ici deux semaines, la très grande majorité des élèves de l'ensemble du Québec auront profité de ce temps de répit, histoire de se recharger les batteries entre Noël et Pâques.

Le congé scolaire d'hiver, presque inconnu il y a 20 ans, semble maintenant passé dans les mœurs. Un congé qui a des répercussions dans tous les secteurs d'activité: une manne pour les centres de plein air et de ski, une mine d'or pour les grossistes qui offrent des voyages vers le Sud.

Mais des entreprises qui doivent aussi fonctionner à effectifs réduits, et de sérieux maux de tête pour les parents moins fortunés qui ne savent plus quoi inventer pour occuper leurs enfants, ou pour trouver qui s'en occupera.

Ce congé d'une semaine s'est fixé il y a une dizaine d'années, après plusieurs tâtonnements, mais il semble que des discussions entre l'industrie du tourisme et le monde scolaire aient encouragé ce dernier à «harmoniser» les congés.

La convention collective des enseignants prévoit 200 jours de travail, et le régime pédagogique prévoit au moins 180 jours d'enseignement direct aux élèves.

Les commissions scolaires peuvent donc localement «jouer» avec les congés flottants. Graduellement, elles ont raccourci les vacances de Noël, devancé la rentrée d'automne, pour en arriver à une semaine complète de congé en hiver.

En gros, les commissions scolaires de la région montréalaise et de l'Ouest du Québec font relâche cette semaine, et celle de Québec et l'Est font relâche la semaine prochaine. Mais on compte plusieurs exceptions et variantes à ce schéma (des écoles privées ont pris congé la semaine dernière, au nord de Montréal, certaines commissions font relâche le 21 mars, etc.).

Dans les bureaux, bienheureux l'employé qui a réservé «sa» semaine il y a longtemps, car les troupes sont maintenant sérieusement décimées.

Mais contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce congé ne fait pas nécessairement hurler les gens d'affaires.

«On a bien plus de problèmes avec les deux semaines de construction en juillet: tout ferme alors que ce serait la meilleure période pour l'industrie!» dit le président du Conseil du patronat, Ghislain Dufour.

«Au contraire, ajoute-t-il, certaines compagnies offrent même des bonis aux employés qui veulent déplacer une semaine de congé d'été pendant l'hiver. On voit ça dans des entreprises où la production ne peut être arrêtée l'été. Et il semble que pour plusieurs employés cette réunification familiale d'une semaine soit bénéfique».

Evidemment, le nec plus ultra de la semaine de relâche, le symbole du parent prospère ou du professeur qui a bien économisé, c'est le voyage dans le Sud. Chez Air Transat le vice-président marketing, Claudéric Saint-Amand, explique qu'il ne lui restait plus aucun siège d'avion à vendre ces derniers jours. Tout est réservé depuis un mois. «Les parents qui ont déjà voyagé en famille savent ce qu'ils veulent, ils ne se lancent pas dans des expériences inédites. Ils réservent d'avance».

Inutile d'ajouter que pour les grossistes en voyages, ces deux semaines sont sur le même pied que la période de Noël et les sacro-saintes vacances de la construction: du revenu garanti, et pour les rabais, il faudra repasser.

Au ministère du Tourisme, on soutient que l'achalandage est tel dans certains centres de ski et de plein air que cette semaine pourrait faire la différence entre une bonne et une mauvaise saison. Signe des temps, on assiste avec ce congé à une véritable réappropriation de l'hiver, alors que plusieurs municipalités en profitent pour mettre en valeur leurs installations et encourager tout le monde à s'en servir.

Tout cela est bien beau, mais il faut, pour en profiter, pouvoir partir avec les enfants, ce qui n'est vraiment pas donné à tout le monde.

On peut choisir de placer les marmots dans un centre de loisir pour la semaine, mais à Montréal il faut avoir réservé depuis un mois (tout est maintenant à peu près plein). Et cela finit par devenir coûteux.

On peut aussi placer son enfant au service de garde de l'école. Le hic, c'est que non seulement ce n'est pas gratuit, mais si le service n'a pas assez d'inscriptions, il fermera ses portes. À la CECM, par exemple, une cinquantaine de services de garde sont fermés cette semaine. Détail non négligeable, les employés de ces services sont mis à pied sans salaire.

Pour les parents qui n'ont pas de vacances ou manquent de sous, pour les monoparentaux qui tirent le diable par la queue, c'est l'enfer: les marmots sont envoyés une journée chez la belle-sœur, une autre chez le grand-père, une autre chez un parent courageux qui en garde six d'un coup. On se déclare malade un matin en espérant que le patron ne demandera pas de papier médical. Sans parler du fiston traîné de force au bureau et qui détraque la photocopieuse parce qu'il s'ennuie de son Nintendo.

Après avoir connu ce casse-tête l'année dernière, j'ai pris mes résolutions. J'ai demandé à mes patrons la permission de prendre congé cette semaine l'automne dernier, avant la Ste-Catherine...

L'ENTREVUE

Peter Eisenman,
architecte provocateur
PAGE B 1



LES ACTUALITÉS

Le MNQ à la défense du
Collège de Saint-Jean
PAGE A 4

LE MONDE

Liban: bombes
en pays chrétien
PAGE A 6



Lillehammer clôture ses «jeux magiques»



PHOTOS AP ET PC

Myriam Bédard a porté le drapeau canadien lors des cérémonies de clôture des Jeux de Lillehammer.

L'or échappe d'extrême justesse aux hockeyeurs canadiens



Magiques — selon les mots de Juan Antonio Samaranch, président du CIO —, propres et sympathiques, les Jeux olympiques d'hiver de Lillehammer se sont terminés hier comme ils avaient commencé, dans l'allégresse d'un peuple heureux de recevoir le monde entier en Norvège. Le Canada, qui a conclu ces jeux avec une récolte sans précédent de 13 médailles attribuables en grande partie à ses athlètes québécois, a eu une dernière fois accès au podium grâce à son équipe de hockey, médaillée d'argent à la suite d'une défaite crevé-cœur contre la Suède à l'issue d'une fusillade pleine de rebondissements. Ce demi-échec a laissé nos joueurs abasourdis (photo de gauche). Dans l'épreuve reine du ski de fond, le 50 kilomètres style classique, le Kazakh Vladimir Smirnov a remporté, à presque 30 ans, la première médaille olympique de sa carrière. En ski alpin, l'Autrichien Thomas Stangassinger a devancé, au slalom, l'Italien Alberto Tomba, qui a trouvé le moyen de voler la vedette au médaillé d'or en réussissant une extraordinaire deuxième manche. En bobsleigh à quatre, enfin, l'équipe numéro 2 d'Allemagne a causé une certaine surprise, l'emportant devant la Suisse et l'autre équipe allemande.

— Voir nos informations en page B 5

L'Europe centrale en ébullition

Une Québécoise à Ljubljana

Envoyée de l'ONU, Michèle Voyer est depuis deux ans la mère supérieure de 38 000 réfugiés en Slovénie



Avec ses deux millions d'habitants, la Slovénie accueille six fois plus de réfugiés que la France et deux fois plus que l'Italie.

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR
À PARIS

Ljubljana — À 16 ans, Michèle Voyer rêvait de voyages et d'horizons lointains. Mais elle n'aurait certainement pas su indiquer sur une carte la petite ville de Ljubljana. Avant d'atterrir pour la première fois dans la capitale de la Slovénie, il y a deux ans, elle a donc regardé soigneusement sur la mappemonde où était ce nouveau pays, coincé entre la Croatie, l'Autriche et l'Italie; les Alpes Juliennes et l'Adriatique.

Dans ses valises, elle avait pris soin d'apporter un micro-ordinateur et un bottin de téléphone. C'est tout ce qu'il fallait pour inaugurer, dans sa chambre de l'hôtel Union, le nouveau siège du Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés.

Aujourd'hui, elle est la mère supérieure de 38 000 réfugiés, un des plus petits contingents des pays de l'ancienne Yougoslavie, mais un des plus importants hors des régions en guerre avec ceux d'Allemagne, de Hongrie, de Suède et d'Autriche. Avec ses deux millions d'habitants, la Slovénie accueille en effet six fois plus de réfugiés que la France et 50% de plus que l'Italie.

VOIR PAGE A 10: QUÉBÉCOISE

Le massacre de Hébron

Israël punit ses colons extrémistes

Les négociations de paix de Washington sont suspendues

Jérusalem (Reuter) — Le gouvernement israélien a décidé hier, deux jours après le massacre de Hébron, des mesures sévères contre les colons juifs extrémistes dans les territoires occupés, mais l'OLP les a jugées insuffisantes pour accepter de reprendre les négociations.

À Washington, les trois délégations arabes aux pourparlers de paix avec Israël ont décidé de suspendre leurs discussions en signe de solidarité avec les Palestiniens après le massacre d'Hébron, a indiqué hier soir un responsable arabe.

Cette décision a été prise samedi soir à Washington au cours d'une réunion entre les délégués syriens, jordaniens et libanais, a précisé cette source, qui a requis l'anonymat.

«Les décisions du gouvernement israélien sont creuses et n'ont pas la portée susceptible de régler un incident aussi grave que celui qui s'est produit il y a deux jours», a déclaré Yasser Arafat à Reuter à Tunis peu après l'annonce par Israël d'un train de mesures contre les colons extrémistes.

VOIR PAGE A 10: ISRAËL

Intégration des enfants sidéens

Le Regroupement des garderies de Montréal prône le secret complet

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Confronté au problème de l'intégration des enfants sidéens dans les garderies, le Regroupement des garderies de Montréal tente de ménager la chèvre et le chou: il plaide en faveur de l'intégration ouverte des enfants atteints du VIH, mais prône la confidentialité tous azimuts. Même les éducateurs n'ont pas à être informés de la présence d'un enfant sidéen dans leur groupe, pense sa directrice.

C'est du moins ce qu'affirme Mme Camille Gauvreau, la présidente du Regroupement des garderies de Montréal qui doit prendre position aujourd'hui dans la polémique dossier des garderies et du sida.

«Nous disons oui à l'intégration des enfants séropositifs, mais la confidentialité doit être respectée. Le personnel doit-il savoir? Nous ne croyons pas. Ça ouvre une dangereuse brèche à la règle de la confidentialité», tranche Mme Gauvreau.

L'association qui regroupe environ 90 garderies dans la métropole espère d'ailleurs que sa position aura un effet domino sur les autres garderies de la région.

VOIR PAGE A 10: GARDERIES

Courses à l'investiture

Holden résiste, Keaton échoue

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Les partis libéral et québécois se sont choisis hier un candidat anglophone pour représenter chacun une circonscription de l'ouest de l'île de Montréal. Si dans Notre-Dame-de-Grâce, l'ancien président d'Alliance Québec, Robert Keaton, s'est fait damer le pion par Russell Copeman, c'est de justesse que le député transfuge du Parti égalité, Richard Holden, est devenu le porte étendard du Parti québécois dans le comté de Verdun.

Il aura fallu un deuxième tour de scrutin et la présence de politiciens d'expérience dépêchés sur les lieux (Louise Harel, André Boulerice, Denis Lazure, Michel Bourdon, Jean Garon), pour voir le candidat de Jacques Parizeau l'emporter. «Je suis très heureux et je me sens plus légitime maintenant», a laissé tomber un Richard Holden souriant.

Rapidement, ses deux adversaires se sont ralliés. Maurice Roch a lancé avec enthousiasme devant les quelque 200 militants présents à cette assemblée d'investiture: «Je serai là avec



Richard Holden



Robert Keaton

VOIR PAGE A 10: HOLDEN

INDEX

Les Actualités.....A2	Éditorial.....A8
Agenda culturel.....B6	Idées.....A9
Les Classées.....A6	Le Monde.....A6
Avis publics.....B4	Mots croisés.....A6
Culture.....B8	Religions.....B4
Économie.....B2	Lillehammer.....B5



Météo
Ciel variable
Max. -12
Détails en A6

LE MONDE

PERSPECTIVES

L'autorité de Boris Eltsine est bafouée

Des conservateurs libérés

RALPH BOULTON
REUTER

L'autorité du président Boris Eltsine a été bafouée comme jamais auparavant par la libération samedi de Rouslan Khasboulatov, Alexandre Routskoï et d'autres conservateurs ayant participé à l'insurrection d'octobre.

La Douma, chambre basse du Parlement russe, avait voté mercredi l'amnistie des dirigeants de la révolte ainsi que des putschistes d'août 1991 et des responsables d'affrontements entre manifestants communistes et policiers le 1er mai 1993.

Boris Eltsine a tenté de s'opposer à cet élargissement en envoyant un émissaire auprès du président de la Douma, Ivan Ribkine, une heure seulement avant la libération des opposants.

Auparavant, il avait fait pression, en vain, sur le procureur général de Russie, Alexei Kazannik, un allié qui a préféré démissionner en expliquant que rien ne pouvait légalement empêcher l'amnistie votée par les députés.

«Cet acte sera le plus honteux de l'histoire parlementaire en Russie. Mais comme (...) je ne peux pas présenter à la Douma une proposition légale pour suspendre l'amnistie, j'annonce ma démission de mon poste de procureur général», a-t-il dit.

On ignore encore comme réagira Boris Eltsine à ce nouveau défi. Alors qu'il avait lancé jeudi un appel à l'unité, un de ses porte-parole a condamné en termes très virulents samedi la libération de ses adversaires.

«Pour la première fois dans l'histoire, des députés ont abusé de la confiance du peuple et pris le parti de bandits d'Etat», a déclaré Viatcheslav Kostikov dans un communiqué.

Le président russe se réserve le droit d'agir conformément à ses pouvoirs constitutionnels dans une situation qui n'est pas en conformité avec la loi», a-t-il ajouté.

Il a estimé que l'amnistie constituait un «encouragement à l'extrémisme politique (...) La Douma d'Etat (chambre basse du Parlement) est devenu complice de l'illégalité».

Retour à la case départ?

Les termes de ce communiqué rappellent la confrontation entre Boris Eltsine et l'ancien Parlement, qui a duré plusieurs mois avant que le chef de l'Etat décide de le dissoudre le 21 septembre et que la crise dégénère en combats, faisant plus de 140 morts, les 3 et 4 octobre.

L'ex-président du parlement Rouslan Khasboulatov, l'ex-vice président russe Alexandre Routskoï et cinq autres opposants anti-Eltsine sont sortis samedi de la prison moscovite de Lefortovo sous les ovations d'une foule de sympathisants, qui scandait «Routskoï président, Routskoï président».

Tout en savourant ce moment, les amnisties n'en ont pas profité pour lancer de nouveaux anathèmes contre Boris Eltsine. Rouslan Khasboulatov a même affirmé qu'il se retirait de la politique, par dégoût de la classe politique actuelle.

Il n'en renonce pas moins à combattre des réformes qu'il juge ruineuses pour le pays et entend terminer un livre démontrant «l'absurdité totale des réformes économiques russes».

Alexandre Routskoï, à en croire un de ses conseillers, pourrait de son côté se présenter à la prochaine élection présidentielle. Mais il s'est donné deux semaines pour faire part de ses projets politiques.

«Il est sorti avec une humeur combative mais ne cherche pas à se venger», a assuré ce conseiller dimanche.

Les portes de la prison se sont aussi ouvertes sur trois autres opposants anti-Eltsine, dont l'ancien général Albert Makachov, qui avait conduit l'attaque contre le siège de la télévision à Moscou, Ostankino, au début de l'insurrection.

Il était accompagné par Andreï Dounaïev et Vladimir Aitchalov, qui avaient été nommés respectivement ministres de l'Intérieur et de la Défense du gouvernement parallèle anti-Eltsine créé par le parlement rebelle après sa dissolution.

Un parlement plus hostile

Dans la foule venue féliciter les amnisties à leur sortie de prison se trouvait notamment le dirigeant ultra-nationaliste Vladimir Jirinovski.

Sa présence illustre une difficulté supplémentaire à laquelle Boris Eltsine sera confrontée dans son nouveau bras de fer avec le parlement issu des élections de décembre. Celui-ci bénéficie en effet d'une légitimité populaire toute fraîche, bien plus forte que celle de l'ancien parlement, et s'avère tout aussi hostile, sinon plus, à ses réformes. Les nationalistes, conduits par Jirinovski, y sont plus nombreux qu'avant.

Si l'on choisit malgré tout de se lancer dans un nouveau bras de fer avec la chambre basse, Boris Eltsine pourrait demander à la chambre haute, le Conseil de la Fédération, de l'autoriser à proclamer l'état d'urgence.

Les élus de cette chambre, qui regroupe les dirigeants régionaux russes, lui sont plus favorables que ceux de la Douma.

«Si (les députés de la Douma) ne peuvent pas s'entendre, nous devons les renvoyer chez eux», a ainsi déclaré Evguénii Nazdratenko, gouverneur de la Région maritime Pacifique, dans une récente interview à Reuters. «Il ne faut pas craindre d'utiliser la force».

Si cette nouvelle crise devait se traduire par un affaiblissement de Boris Eltsine, ses chances d'être réélu président en 1996 diminueraient sérieusement face au premier ministre Victor Tchernomirine et à l'économiste Grigori Yavlinski — pour le camp centriste et réformiste — et leurs principaux adversaires, Alexandre Routskoï et Vladimir Jirinovski.

Signe de l'inquiétude de l'Occident face à la situation en Russie, le Groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) a fait savoir samedi qu'il soutiendrait un rééchelonnement substantiel de la dette russe. La présidence du G7 a aussi invité la Russie à accélérer les réformes économiques, en promettant une aide pour atténuer le coût social de la transition vers une économie de marché.

Routskoï
pourrait se
présenter à
la prochaine
élection
présidentielle

Une jeune fille a salué hier un véhicule de Casques bleus français qui a traversé le fameux passage des «snipers» dans le centre de Sarajevo, la capitale bosnienne.

BOSNIE - HERZÉGOVINE

L'ONU dénonce les violations au cessez-le-feu à Sarajevo

Sarajevo (AFP) — La Force de protection des Nations unies (FORPRONU) a dénoncé hier les premières violations du cessez-le-feu par l'artillerie à Sarajevo depuis l'expiration de l'ultimatum de l'OTAN lundi dernier.

Le commandement de la FORPRONU pour Sarajevo a affirmé dans un communiqué que les mortiers bosniaques, puis serbes, étaient entrés en action samedi, tout en précisant qu'il n'avait pas demandé de frappes aériennes.

Les troupes gouvernementales à majorité musulmane sont à l'initiative de la première violation du cessez-le-feu avec un tir de mortier, suivi par deux tirs chez les Serbes de Bosnie, selon un communiqué du secteur Sarajevo de la FORPRONU diffusé hier par le lieutenant-colonel français Richard Pernod.

«Chacun doit être conscient qu'une rupture du cessez-le-feu entraînera une riposte aérienne à la demande de la FORPRONU», a ajouté le communiqué. Le lieutenant-colonel Pernod a toutefois précisé que la FORPRONU n'avait pas demandé des frappes aériennes à la suite de ces violations.

L'OTAN avait exigé que les combattants retirent leurs armes lourdes à plus de 20 km de Sarajevo ou les placent sous contrôle de l'ONU avant le 21 février, faute de quoi ils risquaient des frappes aériennes.

Un porte-parole de la FORPRONU, le commandant Rob Annink, a expliqué que les radars de la Force avaient détecté trois tirs de mortiers samedi.

Le commandant Annink a précisé que des observateurs militaires de l'ONU dépêchés sur les lieux

n'avaient trouvé aucune arme ni obtenu d'informations sur d'éventuelles détonations.

Il a indiqué qu'il n'y avait eu, de la part d'aucune des deux parties en conflit, «aucun rapport ni aucune plainte» sur des tirs de mortier.

Pour ces raisons, a-t-il ajouté, les tirs de mortier n'ont pas pu être confirmés. Le lieutenant-colonel Pernod a toutefois indiqué de son côté que ces tirs étaient confirmés puisqu'ils étaient apparus sur les radars.

Six radars de fabrication britannique Cymbeline avaient été déployés la semaine dernière autour de Sarajevo. Ils sont capables de déterminer l'origine de tirs de mortiers avec une précision de 100 mètres.

Le communiqué de la FORPRONU met par ailleurs en cause l'armée bosniaque, qui creuse actuellement des tranchées, et estime qu'il s'agit de «provocations» montrant que «la partie bosniaque n'est pas actuellement très déterminée à atteindre un accord» et qu'elle pourrait par conséquent mettre en danger le cessez-le-feu.

Le communiqué dénonce également «la lenteur et la lourdeur administrative du côté serbe» dans le retrait des armes lourdes.

La responsabilité de la paix «incombe de manière égale aux deux côtés», conclut le communiqué.

La FORPRONU avait fait état en milieu de semaine de divers tirs à l'arme légère à Sarajevo, intervenant en violation d'un accord de cessez-le-feu signé le 9 février. La FORPRONU avait estimé que ces violations faisaient suite à des «provocations» de l'armée bosniaque à majorité musulmane.

Élargissement européen

Bruxelles présentera une offre à quatre pays

«C'est à prendre ou à laisser», disent les ministres des Affaires étrangères

Bruxelles (Reuters) — Les ministres des Affaires étrangères des Douze sont convenus hier soir de présenter aujourd'hui aux quatre pays candidats à l'adhésion une offre «à prendre ou à laisser» pour sortir les négociations de l'impasse.

«Le 28 (février) à minuit, chacun reprend son avion ou son train», a déclaré Alain Lamassoure, ministre français des Affaires européennes en rappelant l'échéance du 1er mars pour la fin des pourparlers.

«Si l'on veut boucler (...), il faut que l'ultime marchandage commence demain après-midi», a-t-il ajouté. «Nous présenterons un paquet global à prendre ou à laisser» par les candidats.

Entamées vendredi soir, les pourparlers ont permis d'enregistrer des progrès avec la Suède et la Finlande, même si des obstacles importants subsistent, mais dans dans l'impasse avec l'Autriche et la Norvège.

«La chose la plus importante qui ait eu lieu aujourd'hui, c'est la victoire de la Suède sur le Canada en hockey sur glace», a ironisé Ulf Dinkenspiel, ministre suédois des Affaires étrangères, qui a in-

terrompu les négociations pour assister à la victoire de ses couleurs à Lillehammer.

Les problèmes rencontrés avec Oslo et Vienne sont tels que l'Union évoque désormais la possibilité de conclure d'abord avec Stockholm et Helsinki, qui pourraient adhérer seuls à la date prévue du 1er janvier 1995.

Les pourparlers continueraient alors avec le ou les pays ayant raté l'échéance jusqu'au sommet européen de Corfou, en juin, et l'adhésion du ou des retardataires aurait lieu quelques mois après celle du groupe de tête.

«Je ne dis pas que cela arrivera» a expliqué le ministre grec des Affaires européennes, Théodoros Pangalos. «Je dis que, si cela arrive, ce ne sera pas la fin du monde».

Le Parlement européen exige en effet de disposer du texte de l'accord le 1er mars au plus tard pour le ratifier avant sa dissolution pour les élections de juin, et un délai est nécessaire pour permettre aux 16 parlements nationaux de faire de même et aux candidats de consulter leurs populations.

En dépit des progrès, des problèmes

importants subsistent avec la Finlande et la Suède.

Helsinki continue à exiger que ses agriculteurs bénéficient d'aides plus importantes de la part de l'UE et les deux pays veulent, comme les autres candidats, payer une contribution réduite au début de leur adhésion.

L'Union a rejeté ces demandes en soulignant qu'il s'agit de pays riches, mais s'est déclarée prête à octroyer aux agriculteurs des candidats 1,25 milliard d'euros sur quatre ans pour solde de tous comptes afin de les aider à atténuer la baisse des prix agricoles qu'ils subiront dès l'élargissement.

Si l'Autriche et la Norvège partagent les revendications des autres candidats, ce sont leurs positions sur des dossiers particuliers qui risquent de faire capoter la négociation. Oslo a ainsi sèchement rejeté l'offre de l'UE en matière de pêche.

Les Douze, sous la pression de l'Espagne, exigent un accès aux riches eaux norvégiennes, ce qui leur est refusé, et, sur demande de Paris et de Dublin, veulent limiter les importations de poisson en provenance de Norvège.

ISLAMISME

Alger frappe un grand coup

Le «fléau de Dieu» est abattu dans la capitale

Alger (AFP) — Les forces de l'ordre algérienne ont tué samedi le chef du Groupe islamique armé (GIA), Mourad Si Ahmed, dit Djaafar El-Afghani, ainsi que neuf de ses lieutenants, portant ainsi un coup sévère à cette organisation islamiste radicale.

Selon les services de sécurité, Djaafar El-Afghani, 29 ans, a été repéré samedi par les forces de l'ordre dans une maison sur les hauteurs d'Alger où il tenait une réunion avec une dizaine des membres de son groupe, sans doute des proches collaborateurs.

Se sentant repéré, le groupe a ouvert le feu sur les forces de l'ordre, qui ont riposté, anéantissant ses membres.

Djaafar El-Afghani, condamné à la peine capitale par la Cour spéciale d'Alger, et connu également sous le nom de Djaafar Seïf-Allah (sabre ou fléau de Dieu), a été identifié parmi les morts. L'identification des autres membres du groupe se poursuivait hier.

Ce succès des services de sécurité intervient alors qu'on enregistrait depuis le début du mois du jeûne de Ramadan, il y a deux semaines, une nouvelle flambée de violence, marquée notamment par la mort de douze agents de l'ordre, quatorze civils, dont un libraire français, Vincent Graud, et soixante islamistes.

En outre, plusieurs dizaines d'établissements publics (écoles, mairies, parcs communaux, centre de santé) ont été incendiés durant cette période.

La mort de Djaafar El-Afghani suit de quatre jours celle d'un autre chef islamiste radical, Toufik Hattab, tué mercredi dans un accrochage à Ben-Zergua, près d'Alger, avec les forces de l'ordre.

Toufik Hattab était à la tête d'un groupe d'une vingtaine d'hommes armés qui avaient tenu une embuscade à une patrouille de gendarmerie, tuant quatre gendarmes et deux civils. Il était notamment accusé d'avoir participé à l'assassinat de l'ancien premier ministre Kasdi Merbah, le 22 août 1993, et de l'ancien directeur de la télévision Mustapha Abada, le 14 octobre 1993.

Le GIA est le plus radical des groupes armés islamistes. Son chef, formé en Afghanistan aux techniques de la guérilla urbaine, avait rejeté dans un communiqué publié en novembre 1993, «tout dialogue, toute trêve et toute réconciliation» avec le pouvoir et menacé de la «pire des morts», ceux qui négocieraient avec les autorités.

Cherchant à étendre son pouvoir sur l'ensemble des islamistes armés, le GIA avait annoncé début janvier avoir liquidé soixante dix membres d'un groupe armé rival, le Mouvement islamique armé (MIA), commandé par Abdelkader Chébouti et un ancien officier d'active, Said Mekhloufi.

Des tractations sont en cours depuis mi-décembre entre les autorités et les dirigeants du Front islamique du Salut (FIS, dissous) en vue de faire participer ces derniers à une «solution politique» de la crise née de l'annulation du scrutin législatif de décembre 1991 remporté par les islamistes.

Deux dirigeants du FIS, Ali Djeddi et Abdelkader Boukhalkham, condamnés à quatre ans de prison par le tribunal militaire de Blida, avaient été libérés mardi, et on s'attend dans les milieux politiques algériens à la libération de plusieurs autres, dont Abassi Madani et Ali Belhadj.

Inquiet, le
groupe du
G7 invite la
Russie à
accélérer les
réformes
économiques

conduits par Jirinovski, y sont plus nombreux qu'avant.

Si l'on choisit malgré tout de se lancer dans un nouveau bras de fer avec la chambre basse, Boris Eltsine pourrait demander à la chambre haute, le Conseil de la Fédération, de l'autoriser à proclamer l'état d'urgence.

Les élus de cette chambre, qui regroupe les dirigeants régionaux russes, lui sont plus favorables que ceux de la Douma.

«Si (les députés de la Douma) ne peuvent pas s'entendre, nous devons les renvoyer chez eux», a ainsi déclaré Evguénii Nazdratenko, gouverneur de la Région maritime Pacifique, dans une récente interview à Reuters. «Il ne faut pas craindre d'utiliser la force».

Si cette nouvelle crise devait se traduire par un affaiblissement de Boris Eltsine, ses chances d'être réélu président en 1996 diminueraient sérieusement face au premier ministre Victor Tchernomirine et à l'économiste Grigori Yavlinski — pour le camp centriste et réformiste — et leurs principaux adversaires, Alexandre Routskoï et Vladimir Jirinovski.

Signe de l'inquiétude de l'Occident face à la situation en Russie, le Groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) a fait savoir samedi qu'il soutiendrait un rééchelonnement substantiel de la dette russe. La présidence du G7 a aussi invité la Russie à accélérer les réformes économiques, en promettant une aide pour atténuer le coût social de la transition vers une économie de marché.

IRLANDE DU NORD

Le Sinn Féin entretient l'ambiguïté

Dublin (AFP) — Le Sinn Féin a écarté ce week-end l'hypothèse d'un cessez-le-feu de son aile militaire, l'IRA, avant de nouvelles concessions britanniques sur l'Ulster, message de fermeté d'un parti persuadé et ravi d'être redevenu un acteur incontournable du règlement de la question nord-irlandaise.

Le congrès annuel du Sinn Féin («Nous seuls» en gaélique) fut un énorme succès médiatique. Trois mois de «ni oui, ni non» du parti à l'offre anglo-irlandaise de paix du 15 décembre avaient attiré quelque 250 journalistes, aux côtés de 400 délégués, dans une étroite salle communale d'une banlieue populaire de Dublin.

Le Sinn Féin a indiqué qu'il n'approuvera ou ne rejettera pas en tant que tel le Document du 15 décembre, avec ses concessions sur le principe de l'autodétermination irlandaise, et son offre de négociations historiques contre un cessez-le-feu de l'IRA. Mais il a détaillé, samedi et hier, ce qu'il attend de Londres avant de solliciter de l'IRA un cessez-le-feu qu'il se dirait alors «confiant d'obtenir».

Il souhaite que les Britanniques précisent leurs intentions à long terme sur un retrait d'Ulster, qu'ils renoncent à garantir aux protestants unionistes (majoritaires en Ulster) un droit de veto sur l'avenir de la province, et surtout dans l'immédiat qu'ils ouvrent un canal de contact secret avec le mouvement républicain.

Message de fermeté, mais pas de porte fermée: le parti a à plusieurs reprises salué des propos récents et l'ouverture nouvelle du gouvernement britannique, et répondu en partie à une demande de Dublin en multipliant les ga-

ranties aux protestants unionistes sur leur statut dans l'hypothèse d'une Irlande unie.

Message de fermeté relayé dans la salle par l'hostilité, ou, au mieux, le scepticisme des délégués sur le Document anglo-irlandais: «J'aimerais qu'on me prouve qu'il y a vraiment quelque chose pour nous là-dedans. Pas avoir à le deviner», commente un congressiste.

Bousculé quelque peu par les médias (le Sinn Féin, représentant 12,5 des voix en Ulster et 1,5 en Irlande, n'est pas habitué à telle effervescence), le congrès est pourtant resté fidèle à sa tradition, mi-kermesse mi-grand-messe républicaine, où le moindre détail rappelle que le Sinn Féin est l'aile d'une organisation «en guerre».

Ainsi la quête pour les prisonniers républicains, ou encore les effigies, aux murs, de victimes républicaines, abattues par des commandos loyalistes protestants, ou tué comme le jeune «volontaire» Thomas Begley, par la bombe de l'IRA qu'il déposait à Belfast et qui a fait 10 morts.

Ici personne, bien entendu, n'appartient à l'Armée (républicaine irlandaise). Mais à la tribune des dirigeants comme dans la salle, nombreux sont ceux qui ont passé des années en prison, (Martin Mc Guinness et Gerry Adams notamment) et innombrables sont les congressistes dont un parent, un proche, un ami a été emprisonné, blessé ou tué en 25 ans de conflit en Ulster.

«Nous ne condamnons pas l'IRA, mais comprenons sa violence et savons d'où elle vient: elle est un phénomène naturel», explique Martin Mc Guinness, numéro 2 du parti.

Des inspecteurs partent pour la Corée du Nord

Vienne (Reuters) — Six experts de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) ont quitté Vienne hier pour inspecter sept installations nucléaires en Corée du Nord, soupçonnée de chercher à se doter de l'arme atomique.

Ils feront escale à Pékin avant d'arriver demain à Pyongyang, d'où ils partiront inspecter sept sites.

L'équipe de l'AIEA, agence de l'ONU basée à Vienne, est composée de trois Finlandais et de trois experts de pays arabes, a-t-on appris de source proche de l'agence. On explique que la Corée du Nord avait des exigences très particulières quant à la nationalité des experts.

Les inspecteurs de l'AIEA collecteront des informations sur les sept sites, qui n'ont pas été visités depuis un an. Ils rechargeront aussi des caméras de surveillance et changeront des scellés pour s'assurer qu'aucun composant nucléaire n'a été affecté à des usages détournés.

Mais le directeur général de l'AIEA, Hans Blix, a souligné la semaine dernière que ces inspections ne suffiraient pas à avoir la certitude que Pyongyang ne mène pas des recherches secrètes dans le but de se doter d'armes nucléaires.

Il a à nouveau souhaité que ses experts puissent inspecter deux autres sites suspects. La Corée du Nord refuse fermement en expliquant qu'il s'agit de sites militaires secrets sans lien avec le domaine nucléaire.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

ISRAËL *Un millier de Palestiniens seront libérés*

SUITE DE LA PAGE 1

Le cabinet israélien a décidé de désarmer, de mettre en détention administrative et de limiter la liberté de mouvement des colons juifs extrémistes dans les territoires occupés.

Aucune précision n'a été donnée sur le nombre des colons concernés. Environ 120 000 Juifs, armés et protégés par l'armée, vivent dans des colonies implantées en Cisjordanie et à Gaza depuis 1967.

Le gouvernement a également décidé la libération immédiate de 800 à 1000 des quelque 10 000 Palestiniens détenus dans ses prisons.

Il a annoncé la création d'une commission d'enquête sur la mort des 43 Palestiniens tués pendant leurs prières vendredi à la mosquée Ibrahim du Caveau des Patriarches à Hébron par Baruch Goldstein, un membre du mouvement extrémiste anti-arabe Kach et habitant de la colonie proche de Kiryat Arba.

Selon des ministres, le Kach va être probablement dissous.

«Il y a une décision de mise en détention administrative et une décision sur la nécessité de désarmer les colons extrémistes, en premier lieu ceux de Kiryat Arba et de Hébron», a déclaré le ministre de l'Environnement, Yossi Sarid.

«Nous espérons vivement que ces décisions permettront la reprise des négociations (avec l'OLP), même si cette reprise n'est pas sûre pour le moment. Nous pensons que ces décisions vont aider à donner une impulsion nouvelle aux négociations aussi vite que possible», a-t-il ajouté.

Le premier ministre Yitzhak Rabin a lui aussi prôné la poursuite du processus de paix. «Je ne vois pas pourquoi les négociations ne reprendraient pas à moins que l'OLP, les Palestiniens, ne veuillent donner du prix à quelqu'un qui aura non seulement assassiné des Palestiniens mais aussi tenté d'assassiner le processus de paix», a-t-il dit.

Ses espérances risquent d'être déçues, l'OLP ayant jugé qu'Israël devait faire plus pour que les négociations sur la mise en oeuvre de l'accord de paix du 13 septembre prévoyant l'autonomie palestinienne à Gaza et à Jéricho puissent reprendre.

«Il s'agit de mesures de façade», a déclaré le porte-parole de l'OLP, Yasser Abed-Rabbo. «Ce qu'il faut ce sont des mesures qui empêchent le meurtre de citoyens palestiniens».

«Nous ne pourrions faire face à cette situation aussi longtemps que les colons (juifs) continuent à porter des armes et ont le droit de faire feu sur tout citoyen. Nous ne voulons pas transformer chaque ville palestinienne en un autre Sarajevo», a-t-il dit après avoir demandé la dissolution des colonies à Gaza et de Kiryat Arba, «source de terrorisme et de meurtre».

Le chef des négociateurs palestiniens, Nabil Chaata, a déclaré que les mesures ne répondaient pas aux exigences de l'OLP. Au lendemain de la tuerie, l'OLP a exigé le désarmement de tous les colons et une protection internationale des Palestiniens des territoires, comme préalables à la reprise des négociations.

«Nous étions sur le point d'annoncer une date pour la signature de l'accord» sur la mise en oeuvre de l'autonomie à la veille du massacre, a dit Nabil Chaata.

Le président Bill Clinton avait annoncé vendredi que les négociations entre l'OLP et Israël, qui se déroulaient à la fois au Caire, à Taba (Égypte) et à Paris, reprendraient à Washington, sous parrainage américain. Aucune date n'a été fixée. Mais, selon un responsable américain à Washington, elles pourraient reprendre dans le courant de la semaine.

Yasser Arafat a convoqué à Tunis hier soir le comité exécutif de l'OLP afin de décider de la position de la centrale palestinienne.

Israël, qui refuse l'envoi d'une force internationale pour protéger les Palestiniens, a bouclé totalement les territoires occupés pour une durée indéterminée afin de faire face aux violences incessantes provoquées par le massacre.

Le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas pu se mettre d'accord sur une résolution prévoyant une protection internationale des Palestiniens en raison de l'opposition des États-Unis. La décision éventuelle a été reportée à aujourd'hui.

A Damas, des hauts responsables syriens ont demandé aux États-Unis de prendre des mesures concrètes contre Israël et au Conseil de sécurité de l'ONU de décider d'une protection des Palestiniens et du désarmement des colons.

Hier, les soldats israéliens ont tué quatre Palestiniens et un jeune bedouin et ont blessé au moins 57 autres Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, portant ainsi à 19 le nombre de personnes tuées depuis le massacre. Les manifestations de protestation se sont étendues durant le week-end aux Arabes israéliens depuis la Galilée au nord d'Israël au désert du Néguev au sud.

A Jérusalem, quelque 300 personnes se sont recueillies devant la dépouille de Goldstein dans un funérarium à Jérusalem. Ce médecin a été battu à mort par des Palestiniens après avoir vidé plusieurs chargeurs de son fusil. Le corps a été ensuite transporté près de Hébron pour y être provisoirement enterré.

«Un million d'Arabes ne valent pas l'ongle d'un Juif», a dit un rabbin, proche des idées de Goldstein, en prononçant l'éloge funéraire.

Shai Bazarak, porte-parole des colons, a protesté contre les mesures prises et a accusé les membres du gouvernement israélien d'être «des politiciens irresponsables» qui risquent «de répandre le sang des colons à cause de l'action d'un seul homme».



PHOTO JACQUES GRENIER

À la Garderie Les Petits Lutins de Verdun, plusieurs parents apeurés ne veulent plus que la vérité soit tue. Peut-il y avoir des limites au droit à la confidentialité?

GARDERIES

«C'est lorsque les parents sont au courant que ça crée des problèmes»

SUITE DE LA PAGE 1

Cette prise de position se démarque de celles pronées la semaine dernière par la direction de la Santé publique et par l'Office des services de garde qui, bien que soucieux de la confidentialité, invitent tout bas les parents à faire connaître l'état de santé de leur enfant aux responsables des garderies.

«Nous, on craint que ça change le rapport entre les éducateurs et les enfants. Il y a des médecins qui tiennent à ce qu'il y ait des contacts, mais nous mettons un bâton dans la roue», plaide Mme Gauvreau.

Cette position vient jeter un nouvel éclairage sur un des enjeux du débat jusqu'ici resté dans l'ombre: faut-il oui ou non dévoiler l'état de santé des enfants séropositifs?

Curieux paradoxe, la dénonciation publique faite par la mère de la petite Jessica Dos Santos pour que soit rendue justice à sa fille séropositive a plutôt poussé les parents au silence. Du même coup, le choc créé par cette déclaration a incité des parents qui n'avaient pas réclamé de compte jusqu'ici à exiger qu'on ne leur taise plus la vérité.

Le droit des enfants séropositifs à une garderie n'est plus remis en question. La promesse par la ministre à la Famille, Violette Trépanier, de renflouer les garderies qui perdent des enfants après avoir ouvert leurs portes à un enfant atteint du virus ne prend en compte qu'une partie du problème, estime-t-on dans les milieux de garde. Le dilemme de la confidentialité, lui, reste entier.

L'enjeu: la confidentialité

À la garderie Les Petits Lutins, les parents sont toujours convaincus qu'ils sont les seuls à devoir faire preuve de tolérance.

«Si les parents d'enfants séropositifs ont droit à la confidentialité, les autres parents ont aussi droit à la vé-

rité. Ils ont l'impression d'être les seuls à devoir s'ouvrir. Les parents d'enfants atteints du virus doivent aussi faire leur bout de chemin et dévoiler la maladie», pense Mme Claire McNicoll, membre du conseil d'administration de la garderie.

Pour mettre fin à cette crise de confiance, il faudra que tous mettent cartes sur table, estime-t-elle. «Mais pour travailler ensemble, il faut que les gens en parlent et nous donnent la chance de les connaître.»

Pendant ce temps, les autorités, charte des droits oblige, ne dérogent pas d'un iota au droit à la confidentialité.

«Pour nous, c'est essentiel. C'est lorsque les parents sont au courant que ça crée des problèmes. Il n'est pas question de dire ça au grand jour», insiste Mme Sylvie Charbonneau, de l'Office des services de garde.

Pleinement en faveur de l'intégration, les services de garde ne sont pas enthousiastes à l'idée d'inciter les parents de petits sidéens à parler de leur maladie. «On peut souhaiter que les parents le révèlent, mais jamais on ne les y obligera», de trancher Mme Charbonneau.

Du côté médical, le discours est plus mitigé. Sans le dire tout haut, certains responsables de la santé publique pensent qu'un dialogue ouvert entre parents, garderies et médecins serait l'idéal. Tant pour le reste des enfants que pour l'enfant séropositif, dont le système immunitaire affaibli peut être mis à rude épreuve en garderie.

«On croit à la confidentialité. Mais si tout le monde jouait franc jeu, ce serait plus vivable. C'est beaucoup mieux de travailler en commun que de garder ça secret», estime le Dr Richard Massé, spécialiste du programme de contrôle des maladies infectieuses à la direction de la Santé publique.

À l'heure actuelle, des maladies comme la varicelle ou la coqueluche doivent être déclarées à tout prix par les parents, mais pas le sida.

Une déclaration obligatoire non nominale?

Dans plusieurs États américains, le sida est une maladie à déclaration obligatoire. Au Canada, non. On pourrait couper la poire en deux, croit le Dr Massé, en faisant du sida une maladie à déclaration obligatoire, mais sans renseignements nominatifs. Le nom du malade resterait secret. Seul le nom du médecin traitant pourrait être dévoilé à la garderie et servir de lien.

À la garderie Les Petits Lutins, les plaies sont encore à vif et les réactions exacerbées. Si les parents avaient été sensibilisés au sida avant, les réactions auraient été d'un tout autre ordre, estime le Dr Gagné prenant pour exemple la Garderie du Carrefour.

Cette garderie du centre-sud, en faveur de l'intégration des enfants séropositifs, dévoilait la semaine dernière avoir déjà accueilli des enfants atteints du VIH. Deux parents ont retiré leurs enfants depuis, d'autres ont posé des questions. Mais point d'hécatombe.

Malgré tout, M. André Rémillard, éducateur à cette garderie, ne pense pas que le dévoilement changera quoi que ce soit au travail des éducateurs et à la santé des enfants.

«On devrait viser à ce les éducateurs le savent, mais dans le fond ça ne change rien car on travaille comme si tous les enfants étaient séropositifs. Ce n'est pas différent des adultes qui portent toujours un condom par mesure de prévention, au cas où...», croit-il.

Bien sûr, il faudrait parvenir à faire tomber le mur du silence. Mais pour l'instant, M. Rémillard comprend tout à fait que des parents se réfugient dans le silence. Au Regroupement des garderies de Montréal, on ne pense pas différemment. «Je comprends les parents d'avoir peur, mais je crois qu'on exagère l'ampleur du problème, soutient Mme Gauvreau. La situation n'est pas pire que dans les camps de vacances ou les clubs de hockey. Le problème existe partout ailleurs, pas juste en garderie.»

HOLDEN «C'est un scandale»

SUITE DE LA PAGE 1

M. Holden pour la lutte électorale.

Quant à Kim Beaudoin, c'est avec la voix brisée qu'elle a invité son équipe à se rallier. Malgré ce geste, il s'en trouvait parmi son entourage pour chahuter et clamer que l'élection de Richard Holden, «c'est un scandale».

«Je pense qu'on a beaucoup joué sur la question de la langue», s'est borné à dire Mme Beaudoin qui croit que M. Holden sert de symbole pour le PQ. «C'est un atout majeur sur le plan international. Qu'il y ait deux anglophones au PQ (MM. Holden et David Payne), ça donne une bonne image du parti. Ça démontre que nous ne sommes pas anglophones même si on défend le français», a expliqué quant à lui le président de l'association locale, Roger Parent.

Chez les libéraux dans Notre-Dame-de-Grâce, Robert Keaton s'est dit déçu de sa défaite (195 voix contre 363 pour M. Copeman). Il compte délaissier quelque peu la politique. Durant son allocution, il a affirmé avoir «rallié les modérés à Alliance Québec» et avoir obtenu l'adoption de la loi 86, «un compromis honorable».

De son côté, Russell Copeman, attaché politique de Robert Bourassa dans son comté, a indiqué devant plus de 500 militants qu'il pourrait être justifié de faciliter l'accès à l'école anglaise, une fois mises en place des commissions scolaires linguistiques. «Il faudra voir si la survie, la stabilité du réseau

scolaire anglophone peuvent être préservées», a-t-il expliqué aux journalistes.

Le nouveau candidat libéral ne redoute pas de donner des munitions au Parti québécois, dans la délicate question linguistique: «Nous sommes un peuple ouvert et tolérant. Je n'ai pas de telles craintes.» Selon M. Copeman, il serait «logique» que des immigrants anglophones aient droit de choisir l'école anglaise pour leurs enfants, ajoutant que son propre fils est inscrit à l'école française.

En outre, M. Copeman, qui est âgé de 33 ans, a rappelé qu'il n'avait pas renié le Parti libéral du Québec il y a cinq ans, quand la grogne des anglophones contre la loi 178 sur l'affichage avait favorisé l'essor du Parti égalité.

Devant les militants, M. Copeman a rappelé l'enjeu des prochaines élections en mettant en garde contre le danger du retour au pouvoir du PQ: «Nous ne pouvons nous permettre cinq ans d'incertitude économique et de lutte constitutionnelle.»

«On perd notre temps dans le système fédéral», a expliqué pour sa part le coloré député de Lévis-Lauzon, Jean Garon, qui a fait patienter l'assistance en attendant les résultats du vote. «Quand le bateau va mal, les rats le quittent. C'est la même chose au Parti libéral où les gens quittent parce qu'ils ont perdu confiance en l'avenir. Ils voient bien qu'il n'y a pas de solution dans ce qu'ils présentent», a soutenu M. Garon.

QUÉBÉCOISE

Difficile d'imaginer qu'on s'entre-tue à 150 km de là

SUITE DE LA PAGE 1

Petite brunette aux traits fins, coiffée à la Geneviève Bujold, Michèle Voyer n'a pas vraiment le physique du Médecin sans frontières ou de l'aventurière de l'Arche perdue. Avocate, née à Paris de parents canadiens et qui a grandi à Montréal, elle s'ennuyait à mourir dans son bureau de la Commission de l'immigration et du statut des réfugiés à Ottawa. À 35 ans, elle a donc fait le saut.

«Je rêvais de grands espaces et de pays exotiques, me voilà enfermée 12 heures par jour depuis deux ans!» Au sommet d'un des deux buildings du centre-ville, elle règle le menu détail de l'approvisionnement en nourriture et en soins d'une dizaine de camps répartis sur le territoire de la petite république.

A son arrivée, 50 000 réfugiés croates s'entassaient déjà dans les anciennes casernes désaffectées de l'armée yougoslave.

La première tâche fut d'organiser leur rapatriement volontaire dans les territoires pacifiés. Mais dès le mois d'avril, ce sont 1000 à 2000 Bosniaques par semaine, surtout de Bosnie orientale, qui ont envahi les camps prêts par le gouvernement. Certains jours, jusqu'à 200 personnes d'un même village cognaient à la porte du Haut-Commissariat.

Entre les interminables rapports pour Genève et les visites sur le terrain, elle a lentement appris à découvrir ce coin du monde où les langues, les nations et les religions forment une salade encore plus confuse qu'au Canada.

Ses tentatives d'apprendre le slovène, une des langues européennes les plus difficiles, se sont soldées par un échec. L'an dernier, elle a sauté sur un vol en direction de Sarajevo pour constater de ses yeux les horreurs qu'elle entendait répéter jusqu'à plus soif sur CNN.

Pour oublier la guerre, elle va parfois dîner le vendredi soir dans un petit restaurant bosniaque de la proche banlieue de Ljubljana. Difficile d'imaginer qu'on s'entre-tue à 150 km de là en entendant Slovénes, Croates et Musulmans discuter joyeusement autour de copieuses assiettes de cevapci (boulettes de viande hachée) et de burek (pâte feuilletée au fromage et à la viande). Entre deux verres de pinot slovène, on rigole de la dernière déclaration de Vladimir Jirinovski, l'extrémiste russe qui était à Bled, à 50 km de Ljubljana, quelques jours plus tôt.

Depuis deux ans, Michèle Voyer a vu monter la crainte des Slovénes de voir les réfugiés se transformer en candidats à l'immigration. Un véritable choc pour ces montagnards où les étrangers sont plus rares que les chômeurs.

Récemment, elle a offert sa protection à une Bosniaque de 60 ans, cardiaque et

mère de deux enfants, qui a sauté d'un wagon en marche! Les policiers, constatant qu'elle n'avait ni la citoyenneté slovène, ni le statut de réfugié, l'avaient mise sur le premier train pour Zagreb.

Au cours de la dernière campagne électorale, des nationalistes extrémistes ont publié dans les journaux un appel à renvoyer les «gens du sud» chez eux. Un projet de loi visant à éliminer la double nationalité a aussi été soumis (sans succès) au Parlement.

L'an dernier, un sondage du quotidien Republika révélait que près de la moitié des jeunes Slovénes préféreraient vivre dans un pays sans étrangers et approuveraient une révision de la Constitution afin de retirer la citoyenneté à certains.

Aujourd'hui, comme dans plusieurs pays d'Europe centrale, les partis extrémistes ne sont soutenus que par 10% de la population. Mais derrière les rires qui montent

des tables se cache une peur sourde: que cette guerre absurde pour quelques kilomètres carrés de tourbe ne soit que le prélude à des bouleversements encore plus radicaux. Ici, personne ne croit plus à la trêve, ni à la paix. On sent seulement une grande fatigue. Et puis cette incompréhension devant ces amis d'hier, surtout à Belgrade mais aussi à Zagreb, qui ne vous parlent plus et sont devenus des étrangers.

Allez y comprendre quelque chose.

À Noël, lorsqu'elle a atterri à Mirabel, à -20C, pour entendre parler de contrebande de cigarettes et du Reform Party, Michèle Voyer n'a pas vraiment eu la nostalgie du pays. Sauf peut-être pour une chose, dit-elle: le rire communicatif des Québécois, qu'elle a redécouvert en écoutant Ding et Dong à la télévision! Si un jour, elle quitte Ljubljana, il n'est pas sûr que la Yougoslavie, elle, puisse jamais lui sortir de la tête.

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS:
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333
ADMINISTRATION (514) 985-3333

AVIS PUBLICS
ANNONCES CLASSÉES
PUBLICITÉ (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

(514) 985-3344
(514) 985-3344
(514) 985-3399
1-800-363-0305

• Extérieur (sans frais) •
1-800-463-7559

DU LUNDI AU VENDREDI
À 7H30 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE,
MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour
le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.
Montréal (514) 985-3355

LE DEVOIR

LILLEHAMMER

Forsberg brise le cœur des Canadiens

La Suède enlève l'or à l'arraché



GILLE MARCOTTE

TVA sur le podium?

MICHEL LAJEUNESSE
PRESSE CANADIENNE

Lillehammer — On a perdu la médaille d'or, mais dans mon esprit, on n'a pas perdu le match.

Dany Dubé, entraîneur-associé

de l'équipe canadienne de hockey résumait ainsi la défaite des siens face à la Suède en grande finale du tournoi olympique, hier. C'est en fusillade, au septième tir, que Peter Forsberg a scellé l'issue du match en poussant du bout de la palette le disque derrière Corey Hirsch, qui n'a rien à se reprocher dans le tournoi.

Forsberg, qui se retrouvera avec les Nordiques après les championnats du monde, en était à son deuxième but de la fusillade. Officiellement le match s'est terminé au compte de 3-2 après des moments excitants en troisième.

«J'ai failli pleurer quand j'ai marqué mon deuxième but, a dit Forsberg. C'est encore beaucoup mieux que de remporter le championnat du monde. Quand j'ai marqué ce but, j'ai remarqué que Hirsch bougeait vers la droite. J'en ai profité.»

Les Suédois ont égalé les chances 2-2 à 18:11 de la troisième lors d'une supériorité numérique. Magnus Svensson a alors créé l'impasse pendant que Ed Werenska était au cahot. Le Canada a bien attaqué en prolongation, mais rien n'y fit.

En première fusillade, Peter Nedved et Paul Kariya ont déjoué tour à tour Tommy Salo, mais les Suédois ont riposté avec des buts de Svensson et Forsberg.

Svensson a raté en deuxième fusillade, mais Nedved et Kariya ont raté à leur tour, donnant ainsi la médaille d'or à la Suède, sa première



PHOTO PC

Peter Forsberg s'apprête à pousser le disque derrière Corey Hirsch, pour le but qui allait finalement faire la différence entre l'or et l'argent.

dans l'histoire des Jeux. Le Canada, deuxième aussi à Albertville, n'a pas gagné l'or olympique depuis les Jeux de Oslo en 1952.

«Nous ne voulions pas que le match se rende là en fusillade, a poursuivi Dubé. Nous ne sommes pas habitués à cela d'abord et ensuite, nous n'avons pas les marqueurs naturels comme les Suédois. Nous n'avons pas perdu le match, nous avons perdu la fusillade.»

Bon match

Les Suédois ont joué la carte de la prudence tout au long du match. Tomas Jonsson, un ancien des Islanders, a marqué le premier filet du match à la faveur d'un jeu de puis-

sance après seulement 6:10 de jeu en première.

Il a fallu attendre au milieu de la troisième pour voir le Canada, grâce à Kariya et Paul Mayer, égaliser les chances, puis prendre les devants. Le but de Svensson, à la toute fin de la période, allait ensuite préparer cette fin dramatique.

«Nous n'aimons peut-être pas cette façon de perdre, mais ça fait partie de tout le contexte olympique, a poursuivi Dubé. Mais je ne crois pas qu'aucune équipe peut dire qu'elle nous a surclassés au cours de ce tournoi. Quand nous sommes arrivés ici, on nous classait entre les sixième et huitième rangs. Je suis fier de ce qu'on a accompli.»

Les Norvégiens ont su redonner les jeux aux athlètes

MICHEL LAJEUNESSE
PRESSE CANADIENNE

Lillehammer — Des milliers et des milliers de drapeaux norvégiens.

Il y en avait partout, à tous les jours, lors de toutes les compétitions. On les brandissait bien haut, on chantait, on dansait et, surtout, on encourageait les athlètes. Les Norvégiens ont montré qu'ils étaient de véritables sportifs.

À tel point qu'on a l'impression qu'ils ont redonné les Jeux olympiques aux athlètes en les encourageant, en les supportant, en les adulant.

Et ce malgré l'omniprésence de la télévision. C'est sur le terrain que les Norvégiens se sont rendus pour faire à Lillehammer des Jeux olympiques exceptionnels.

Quand ce sont les athlètes qui apprécient les Jeux, c'est qu'on a surtout pensé à eux et qu'on leur a redonné toute la place qui leur revient, soit le premier rang.

On savait que le peuple norvégien avait su depuis des siècles apprivoiser l'hiver. Il a montré au monde au cours des deux dernières semaines qu'il était surtout un peuple sportif au vrai sens du terme.

Myriam Bédard, la reine des Jeux pour le Canada, s'est fait la porte-parole de tous les athlètes canadiens quand elle a rendu hommage à ce peuple nordique: «Ce dont je vais me souvenir de la Norvège, c'est surtout de son peuple, a dit la double médaillée d'or. Tous les Norvégiens sont des passionnés du sport. Ils n'encouragent pas seulement les leurs, mais tous les athlètes. Ils recon-

naissent les champions, ils apprécient les performances sportives.»

Les Norvégiens ont réussi à organiser des Jeux propres, sans bavure près du cercle polaire dans un petit hameau que personne ne connaissait, mais que plus personne n'oubliera. Il faisait froid ces deux dernières semaines à Lillehammer, mais les Jeux se sont déroulés sans heurts, sans problèmes graves.

Le président du Comité international olympique, Juan Antonio Samaranch, a peut-être fait preuve d'un peu trop d'enthousiasme quand il a déclaré qu'il s'agissait des meilleurs Jeux d'hiver jamais organisés. Mais il demeure que les Norvégiens ont tous mis la main à la pâte pour que tout se déroule parfaitement.

Peuple accueillant, peuple respectueux des lois et des règlements, peuple respectant aussi l'environnement.

Les Norvégiens ont aimé leurs Jeux. Les énormes succès de leurs propres athlètes y sont pour quelque chose, c'est certain. Mais ils ont tout aimé de la présence de tant d'étrangers sur leur terre hospitalière. Tellement que le maire de Lillehammer Audun Tron veut ravoir les Jeux d'hiver. Il songe à poser la candidature de sa ville pour les Jeux de 2010.

Lillehammer reste avec des installations sportives de tout premier plan. Et elles serviront. Il fallait voir les Norvégiens se rendre aux compétitions en skis de fond pour comprendre que le sport est une façon de vivre dans ce petit pays scandinave.

Monge takk Norge.

Smirnov enfin couronné



Lillehammer (AFP) — Enfin! Après avoir semblé pendant des années condamné aux places d'honneur, le Kazakh Vladimir Smirnov a trouvé la consécration

en remportant dimanche le 50 km classique, la dernière et la plus belle des épreuves de fond des Jeux.

Nul ne s'y trompa, ni le public qui lui réserva une formidable ovation, ni ses deux compagnons de podium, le Finlandais Mika Myllylä et le Norvégien Sture Sivertsen, qui le félicitèrent chaleureusement. Ce fut une forme d'équité sportive que de voir le Kazakh enfin couronné.

À bientôt trente ans — il les aura le 7 mars —, Smirnov commençait à désespérer. À l'exception d'une victoire sur 30 km aux Mondiaux de Lahti en 1989, «Smirre», vainqueur de la Coupe du monde 1991, était régulièrement passé à côté des grands rendez-vous. Et le Kazakh confiait son désarroi samedi dernier à l'issue de la poursuite où, tout comme dans le 10 km classique, il lui avait fallu se contenter de l'argent.

Battus 5-2 au Nassau Coliseum

Les Nordiques n'ont pas tenu promesse

Uniondale (PC) — Les Nordiques n'ont peut-être été mauvais que pendant une dizaine de minutes de jeu en fin de semaine mais ils ont subi deux défaites qui portent encore un dur coup à leurs chances de participer aux séries éliminatoires.

Comme les Mighty Ducks d'Anaheim la veille au Colisée, les Islanders de New York ont profité d'un manque de concentration en défensive des Fleurdelisés, marquant trois fois entre les 10e et 15e minutes de jeu du premier vingt, pour mériter la victoire 5-2, hier, en présence de 11545 personnes au Nassau Coliseum. Les filets de Marty McInnis (18e), de Keith Acton (2e) et de Pierre Turgeon (23e), obtenus en l'espace de 3:49 au premier vingt, ont fait la différence. On avait pourtant fait la promesse, samedi soir, qu'un relâchement du genre ne se reproduirait plus. Un regain d'enthousiasme en troisième période n'a pas été suffisant à

l'équipe québécoise qui a mis un terme à la séquence d'environ 250 minutes consécutives de jeu, dont trois jeux blancs, sans accord de but à domicile du gardien Ron Hextall.

Les deux équipes ont fait bouger les cordages trois fois en l'espace de 48 secondes. Chris Simon (3e) a fait 3-1 à 2:39, 18 secondes avant que Ray Ferraro (13e) ne redonne une priorité de trois filets aux siens. Claude Lapointe (8e) a ravivé les espoirs mais on a encore manqué de temps. Benoît Hogue (27e) a complété le pointage dans le filet abandonné.

L'équipe manquera également de temps pour prendre part aux séries si on ne trouve pas du renfort en défensive sous peu, comme Pierre Pagé le promet depuis quelques semaines.

Les Islanders ont augmenté à cinq points leur priorité sur les Nordiques qui s'enlèvent au 12e rang de la conférence de l'Est.

Lillehammer dit adieu à ses Jeux

Lillehammer (Reuter) — La petite ville de Lillehammer a fait ses adieux, hier, «aux meilleurs Jeux d'hiver de l'histoire» lors d'une cérémonie de clôture à la fois bon enfant et spectaculaire.

Quarante mille personnes — et près de deux milliards de téléspectateurs — ont assisté à la passation du drapeau olympique entre le maire de Lillehammer et celui de Nagano, au Japon, hôte des prochains Jeux d'hiver en 1998.

Audun Tron, le maire de Lillehammer, a également donné le départ du périple «blanc et vert» de 18 mois qu'effectueront en traineau six émissaires choisis pour remettre un message écologique aux organisateurs de Nagano.

Unis dans une même liesse, les perdants et les gagnants des nations participantes ont à nouveau défilé dans l'aire de saut de Lysgårdsbakken.

Comme lors de la cérémonie d'ouverture, Juan Antonio Samaranch, le président du Comité international olympique (CIO), a lancé un appel à la paix en faveur de Sarajevo, qui avait accueilli les Jeux de 1984.

«Cher Sarajevo, nous ne t'oublions pas. Nous continuerons à te soutenir», a-t-il dit lors de l'annonce officielle de la clôture des Jeux de Lillehammer.

«Vous avez organisé les meilleurs Jeux d'hiver de l'histoire des Olympiades», a-t-il ensuite lancé aux organisateurs norvégiens sous les ovations de la foule.

Treize médailles

Les meilleurs jeux d'hiver du Canada

MICHEL LAJEUNESSE
PRESSE CANADIENNE

Lillehammer — Le Canada a connu ses meilleurs Jeux d'hiver de l'histoire à Lillehammer grâce surtout au Québec qui lui aura rapporté ses plus grands succès et le plus grand nombre de médailles.

Le Québec a rapporté au Canada ses trois médailles d'or. A elle seule, Myriam Bédard, qui est entrée dans la légende olympique sur les froides pistes du stade Birkebeineren, a touché l'or deux fois.

Jean-Luc Brassard a lui aussi admirablement bien relevé le défi en se couvrant d'or aux bosses en ski acrobatique. Brassard a offert une performance exceptionnelle montrant hors de tout doute qu'il était, et de loin, le meilleur au monde dans sa spécialité.

Son amie de cœur, Isabelle Brassard, a fait équipe avec Lloyd Eisler pour mériter la médaille de bronze en couple en patinage artistique. Ils ont été les meilleurs des amateurs, n'étant devancés que par les deux couples professionnels.

Encore en ski acrobatique, Philippe LaRoche et Lloyd Langlois, deux des pionniers des sauts, ont eux aussi posé les pieds sur le podium, comme il se devait.

Par ailleurs, on s'attendait à plus du patinage de vitesse sur courte piste, sport dominé par les Québécois à Albertville. La récolte a été bonne, mais pas extraordinaire. Les femmes ont gagné l'argent au relais 3000 mètres. Nathalie Lambert revient au Canada avec une autre breloque d'argent au cou après sa deuxième place au 1000 mètres.

Forza Tomba!



Lillehammer (AFP) — Si l'Autrichien Thomas Stangassinger a coiffé les derniers lauriers olympiques de slalom, dimanche, c'est bien l'Italien Alberto Tomba qui a été le héros de la journée.

«Alberto, Alberto, Alberto...» Le public, à majorité italienne, scandait le prénom de son idole pour saluer un retour impossible à l'occasion d'une seconde manche à suspense jusqu'à l'arrivée de Stangassinger.

Il est vrai que les jeux semblaient faits à l'issue du premier passage qui avait fait vingt-sept victimes dont le Norvégien Ole Christian Furuseth et le Luxembourgeois Marc Girardelli.

Stangassinger, auteur d'une course parfaite, paraissait assuré de la victoire tandis que Tomba pointait à la douzième place. A 1 sec 82 de l'Autrichien, à plus d'une seconde du podium! À l'issue de la compétition, il avait la médaille d'argent accrochée au cou.

O.K. Regarde-moi maintenant, je vais faire une manche de rêve», aurait lancé l'Italien à son copain slovène Jure Kosir (troisième du jour) avant de se présenter au portillon de départ.

TABLEAU DES MÉDAILLES

La Russie, grâce à une seule médaille d'or d'avance sur la Norvège, s'assure la première place au tableau final bien que les Norvégiens aient remporté le plus grand nombre de médailles tous métaux confondus.

	O	A	B	Total
Russie	11	8	4	23
Norvège	10	11	5	26
Allemagne	9	7	8	24
Italie	7	5	8	20
États-Unis	6	5	2	13
Corée du Sud	4	1	1	6
Canada	3	6	4	13
Suisse	3	4	2	9
Autriche	2	3	4	9
Suède	2	1	0	3
Japon	1	2	2	5
Kazakhstan	1	2	0	3
Ukraine	1	0	1	2
Ouzbékistan	1	0	0	1
Belarus	0	2	0	2
Finlande	0	1	5	6
France	0	1	4	5
Pays-Bas	0	1	3	4
Chine	0	1	2	3
Slovenie	0	0	3	3
Grande-Bretagne	0	0	2	2
Australie	0	0	1	1

SPORTS

Battus 5-2 au Nassau Coliseum

Les Nordiques n'ont pas tenu promesse

Uniondale (PC) — Les Nordiques n'ont peut-être été mauvais que pendant une dizaine de minutes de jeu en fin de semaine mais ils ont subi deux défaites qui portent encore un dur coup à leurs chances de participer aux séries éliminatoires.

Comme les Mighty Ducks d'Anaheim la veille au Colisée, les Islanders de New York ont profité d'un manque de concentration en défensive des Fleurdelisés, marquant trois fois entre les 10e et 15e minutes de jeu du premier vingt, pour mériter la victoire 5-2, hier, en présence de 11545 personnes au Nassau Coliseum. Les filets de Marty McInnis (18e), de Keith Acton (2e) et de Pierre Turgeon (23e), obtenus en l'espace de 3:49 au premier vingt, ont fait la différence. On avait pourtant fait la promesse, samedi soir, qu'un relâchement du genre ne se reproduirait plus. Un regain d'enthousiasme en troisième période n'a pas été suffisant à

l'équipe québécoise qui a mis un terme à la séquence d'environ 250 minutes consécutives de jeu, dont trois jeux blancs, sans accord de but à domicile du gardien Ron Hextall.

Les deux équipes ont fait bouger les cordages trois fois en l'espace de 48 secondes. Chris Simon (3e) a fait 3-1 à 2:39, 18 secondes avant que Ray Ferraro (13e) ne redonne une priorité de trois filets aux siens. Claude Lapointe (8e) a ravivé les espoirs mais on a encore manqué de temps. Benoît Hogue (27e) a complété le pointage dans le filet abandonné.

L'équipe manquera également de temps pour prendre part aux séries si on ne trouve pas du renfort en défensive sous peu, comme Pierre Pagé le promet depuis quelques semaines.

Les Islanders ont augmenté à cinq points leur priorité sur les Nordiques qui s'enlèvent au 12e rang de la conférence de l'Est.

HOCKEY

LIGUE NATIONALE									
Conférence de l'Est									
Section Nord-Est									
	pj	g	p	n	bp	bc	pts		
Boston	62	32	19	11	209	175	75		
Montréal	63	33	22	8	211	178	74		
Pittsburgh	62	30	20	12	222	220	72		
Buffalo	64	31	26	7	211	171	69		
Québec	62	24	33	5	200	215	53		
Hartford	63	21	35	7	177	214	49		
Ottawa	63	10	45	8	156	290	28		
Section Atlantique									
NY Rangers	61	39	18	4	217	162	72		
New Jersey	61	32	20	9	218	169	73		
Washington	63	31	26	6	200	185	67		
Florida	61	26	25	10	172	171	62		
Philadelphie	63	29	30	4	223	239	62		
NY Islanders	61	26	29	6	207	197	58		
Tampa Bay	64	23	33	8	168	188	54		
Conférence de l'Ouest									
Section Centrale									
Detroit	62	37	20	5	272	211	79		
Toronto	62	33	19	11	209	179	77		
Dallas	63	34	21	8	223	196	76		
St. Louis	62	32	22	8	206	201	72		
Chicago	62	29	26	7	189	173	65		
Winnipeg	64	17	40	7	187	266	41		
Section Pacifique									
Calgary	64	32	22	10	233	197	74		
Vancouver	61	30	28	3	205	199	63		
San Jose	63	22	30	11	175	209	55		
Anaheim	64	24	35	5	180	197	53		
Los Angeles	62	21	33	8	224	244	50		
Edmonton	65	17	38	10	198	239	44		